

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18429 - 72ÈME ANNÉE

À 1.000 kilomètres de La Réunion

## Un million de personnes menacées par la famine à Madagascar



Le changement climatique diminue la production de riz dans le Sud de Madagascar. Le stress alimentaire est devenu la règle dans cette vaste région dont certaines parties sont encore plus gravement touchées. ©FAO/Yasuyoshi Chiba

**Le changement climatique a un impact direct sur l'agriculture et la sécurité alimentaire à Madagascar. L'augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes comme la sécheresse provoque une très grave catastrophe tout près de chez nous. Au moins un million de personnes risque la famine dans le Sud de la Grande Île. Cela explique pourquoi la situation à Madagascar est un des sujets brûlants du premier Sommet humanitaire mondial qui a commencé hier et se termine aujourd'hui à Istanbul en Turquie.**





Hery Rajaonarimampianina, président de Madagascar, à l'ouverture du Sommet humanitaire mondial.

**D**epuis hier se tient à Istanbul le premier Sommet humanitaire mondial. C'est le résultat de de trois années de consultations auprès d'environ 23.000 personnes dans plus de 150 pays. Les organisateurs, l'ONU et la Turquie, s'attendent à recevoir durant deux jours 6.000 participants, y compris des représentants des Etats membres de l'ONU, des leaders d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, et des représentants du secteur privé et des communautés affectées par les conflits ou les catastrophes naturelles.

### Grave crise tout près de chez nous

Le monde connaît une importante croissance démographique alors que se manifestent les effets du changement climatique. La conjonction de ces deux phénomènes peut avoir de graves conséquences. Le changement climatique perturbe le calendrier de la production agricole. Dans le même temps, des phénomènes qui étaient rares et extrêmes tendent à se reproduire plus souvent. Dans notre région, le Sud de Madagascar a été touché par plu-

sieurs vagues de sécheresse. Elles ont fait baisser la production agricole alors que les besoins de la population ne peuvent pas baisser du fait notamment de la croissance démographique. Cette crise se tient à l'écart de la plupart des caméras. C'est pourtant sans doute le plus grand scandale dans notre région. Comment imaginer que tout près de chez nous, autant de monde souffre de la faim, alors que nous sommes en 2016.

Ces faits très graves explique pourquoi les plus hautes autorités de Madagascar sont déplacement au premier Sommet humanitaire mondial.

Pour Madagascar, le président de la République, Hery Rajaonarimampianina, a fait le déplacement. Selon Béatrice Attallah, ministre des Affaires étrangères de Madagascar citée dans un article paru hier dans « la Dépêche de Madagascar », la Grande île sera au premier plan des différentes tables rondes qui seront organisées en marge de cet évènement.

### Demande d'aide internationale

«Les avancées que Madagascar a dé-

jà réalisées sur les sujets tels que le droit de la femme seront annoncées durant cette rencontre. Et le pays à travers le Président Hery Rajaonarimampianina qui conduit la délégation malgache devra, entre autres, faire des engagements solennels sur le droit de la femme et les questions genre ». Outre Béatrice Attalah, trois autres membres du gouvernement font partie de la délégation. Il s'agit de Narison Rafidimanana, ministre en charge des projets présidentiels, Charles Andriamiseza, ministre de la Justice et Onitiana Realy, ministre de la Population.

La sécurité alimentaire aura aussi une place importante. Madagascar est en effet une des régions du monde où la sécheresse fait le plus de dégâts. Le Sud de l'île est touché de plein fouet par une succession de ce phénomène extrême. Depuis le mois de mars, le gouvernement malgache a décidé de déclarer l'état de sinistre dans cette partie de la Grande île. Sur le terrain, la FAO et le PAM se mobilisent aux côtés du gouvernement et des ONG. Afin de faire face à cette catastrophe dans l'urgence, le gouvernement a fait un appel à l'aide internationale pour collecter 69,7 millions de dollars.

### Les États-Unis agissent à Madagascar

Les États-Unis viennent d'y donner une suite favorable en apportant plus de 10 % de la somme demandée.

La semaine dernière, l'ambassadeur des États-Unis a apporté un soutien de son pays à cette bataille. Robert Yamate a rendu visite au Premier ministre de Madagascar. Le diplomate a annoncé une aide 8 millions de dollars pour lutter contre la menace de famine dans le Sud de Madagascar.

« Madagascar est un des pays d'Afrique australe et orientale qui souffrent actuellement d'une sécheresse prolongée. Ceci est une crise alimentaire sérieuse et ces fonds apporteront une aide alimentaire à la population qui en a le plus besoin » a expliqué Robert Yamate cité par « la Dépêche de Madagascar qui précise que « le financement servira à fournir des suppléments alimentaires et nutritionnels aux populations des régions de l'Androy, de l'Atsimo Andrefana et de l'Anosy, qui ont été les plus sévèrement touchées par la sécheresse ».

## Édito

# Virapoullé va-t-il proposer à nouveau de vendre l'eau de la Rivière de l'Est ?

**D**urant la campagne des Régionales, Jean-Paul Virapoullé s'est vanté à la Télé d'être le nouveau maître d'œuvre de Didier Robert. Ce qui, d'après lui, justifierait sa bonne place sur la liste. Maintenant qu'il est élu, il rappelle qu'il est en réalité le maître à penser. C'est Didier Robert qui est le maître d'œuvre de ses choix. En clair, le costume est déjà trop étroit.

Dans la réalité, les projets de Virapoullé ont du plomb dans l'aile. La Région n'a plus d'argent et doit emprunter. Ses dépenses de fonctionnement ont beaucoup augmenté, et ne peuvent plus être grevées par une augmentation du remboursement de la dette. De leurs côtés, l'Europe et la France se battent pour réduire le déficit public et l'endettement des Collectivités. Malgré tous les garde-fous étatiques installés pour protéger les budgets, l'endettement de la France dépasse 95 % du PIB.

C'est dans ce contexte que le Maire de Saint André s'est rendu en Europe, faire du lobbying auprès des élus et des instances. En tout cas, c'est l'argument qui a été fourni pour expliquer son absence lors de la dernière Assemblée Plénière de la Région Réunion. Depuis, c'est silence

radio ; lui qui a l'habitude de fanfaronner des qu'il a une annonce, il est particulièrement modeste.

Les choses ne vont guère avancer quand des informations venant du monde entier annoncent une aggravation du réchauffement de la Terre, avec comme conséquence la montée des océans. Ce qui se passe à New-Dehli ou Mumbai doit nous interroger. Qui est le fou ou la folle qui va cautionner les projets de Virapoullé au moment où la communauté internationale cherche une majorité pour adopter les Accords de Paris sur le Climat.

En manque d'argent, il reste à l'homme de l'Est la proposition de vendre l'eau de la Rivière de l'Est en container. Faut bien justifier le creusement d'un port.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Jacques Toubon mène une enquête indépendante

# Le Défenseur des droits condamne les expulsions sauvages à Mayotte

**Le Défenseur des droits, Jacques Toubon, exprime sa plus vive inquiétude au sujet des événements qui, depuis plusieurs semaines, se déroulent à Mayotte. Voici son communiqué diffusé hier.**

**L**e Défenseur des droits, Jacques Toubon, exprime sa plus vive inquiétude au sujet des événements qui, depuis plusieurs semaines, se déroulent à Mayotte. Des groupes d'individus violents et incontrôlés expulsent des personnes étrangères de leur maison et de leur village, ce qui conduit à ce que de nombreuses familles se retrouvent à la rue, sans protection et à ce que plus d'une centaine d'enfants soient déscolarisés. Les personnes ne participant pas à de telles actions et hébergeant des étrangers en situation irrégulière sont en outre menacées.

Le Défenseur des droits lance un appel solennel pour que l'ensemble

des acteurs, - département, Etat et institutions européennes - mettent en place des solutions pérennes pour garantir l'égalité de tous devant la loi dans le « 101e département français ». Il exhorte également au calme et à la retenue la population et rappelle que les solutions doivent s'inscrire dans le cadre des principes fondamentaux et des lois de la République.

Saisi de ce dossier, Jacques Toubon mène une enquête indépendante sur les conditions dans lesquelles se déroulent ces faits. Il demande que chacun prenne ses responsabilités pour que ces expulsions cessent sans délai.

Le Défenseur des droits rappelle avec force que ces pratiques sont

illégalles et que le traitement réservé aux enfants dans ce cadre n'est ni admissible ni conforme aux principes de la Convention internationale des droits de l'enfant que la France a ratifiée.

Ces conflits doivent trouver leurs résolutions par le droit et dans le respect de loi et les habitants de Mayotte doivent continuer à faire confiance aux institutions de la République.

Le Défenseur des droits a pour mission la protection des droits et des libertés de chacun, en particulier la défense des droits des enfants, quelle que soit leur origine, sur l'ensemble du territoire national, et notamment dans le département de Mayotte.

## Mobilisation contre la loi Travail à La Réunion

# CGTR-Sud et FO : loi El Khomri ni amendable ni négociable

**Jeudi dernier, une manifestation contre la loi El Khomri s'est tenue devant la permanence du député PS de La Réunion Jean-Jacques Vlody. Ce dernier affirme qu'il va présenter des amendements pour ce texte. CGTR-Sud et FO rappelle qu'il n'est pas question de discuter d'amendement, il faut retirer ce texte. Conclusion : pour les syndicats, la loi El Khomri n'est ni amendable ni négociable.**

**D**ans le cadre de notre combat pour le retrait de la loi travail, nous avons manifesté le jeudi 19 mai 2016 devant la permanence de M. Le Député PS Jean-Jacques Vlody.

M. Le Député nous a reçus dans ses locaux pour échanger sur le dossier. Nous avons pu constater les méconnaissances du député sur le fond de la loi travail y compris la vie des travailleurs dans les entreprises, leur souffrance, les discriminations, les conditions de travail...

M. Le Député nous a demandé de lui

transmettre nos amendements, pour nous ce texte n'est ni amendable, ni négociable surtout avec la remise en cause de la hiérarchie des normes, le principe de faveur, les libertés de licenciement offert au patronat.

Nous prenons acte de notre désaccord, M. le Député nous a confirmé qu'il votera cette loi.

Pour nous le combat continu à l'image des routiers en métropole qui vient de faire reculer le gouvernement sur le paiement de la majoration des heures supplémentaire

dans leur branche d'activité qui est remise en cause dans la loi travail dans tous les secteurs.

**Pour Force Ouvrière :  
Mme Marina Amomy  
Pour la CGTR Région Sud :  
Max Banon**

## Ouverture du Sommet humanitaire mondial à Istanbul

# « Nous sommes une seule et même humanité, avec une responsabilité partagée »

Samedi, lors de la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a demandé samedi à tous les États membres de fortifier l'esprit de cette journée, comme une arme pacifique contre la tentation du repli sur soi, de la fermeture et de l'exclusion.

« Nous sommes tous ici parce que l'action humanitaire mondiale subit une pression sans précédent », a déclaré Ban Ki-moon, rappelant qu'il avait proposé il y a quatre ans l'idée de ce premier Sommet mondial en raison de la hausse des besoins humanitaires et, parallèlement, de la diminution de la volonté politique d'y répondre. « Aujourd'hui, l'urgence n'a cessé de croître », a poursuivi le chef de l'ONU, précisant qu'un nombre record de personnes, 130 millions au total, ont désormais besoin d'aide pour survivre. Il a ajouté que plus de personnes ont été forcées de quitter leur domicile qu'à aucun autre moment depuis la Seconde Guerre mondiale.

### Tenir les engagements du développement durable

« Chaque année, les besoins augmentent et les déficits de financement augmentent aussi », a-t-il noté, ajoutant que les parties à des conflits n'ont cessé de violer les règles de la guerre et du droit international humanitaire et que le nombre des catastrophes naturelles dans le monde continue de croître.

« Nous devons faire davantage pour prévenir les conflits qui mobilisent plus de 80% du financement humanitaire. Cela nécessite une plus grande volonté politique, du leadership et de la persévérance », a dit le Secrétaire général.

Il a par ailleurs appelé à renforcer la protection des civils, qui sont victimes d'attaques comme jamais auparavant, en faisant respecter le droit international humanitaire et des droits humains.

Ban Ki-moon a ensuite exhorté la communauté internationale à ne laisser personne de côté et à mettre en œuvre les promesses réalisées

dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Je vous exhorte à vous engager à réduire de moitié le nombre de personnes déplacées d'ici 2030, et à trouver de meilleures solutions à long terme pour les réfugiés et les personnes déplacées, basées sur un partage plus équitable des responsabilités », a-t-il dit.

Quatrièmement, le Secrétaire général a appelé les acteurs du développement et les organisations humanitaires à travailler plus étroitement ensemble, sur la base de priorités communes pour répondre aux besoins à long terme de millions de personnes en situation de crise.

Enfin, Ban Ki-moon a appelé à fournir un financement plus direct aux personnes et aux communautés locales, à corriger le déficit chronique de financement humanitaire, et à investir dans la construction de sociétés stables et inclusives.

« Nous sommes ici pour façonner un avenir différent », a dit le chef de l'ONU. « Aujourd'hui, nous déclarons : 'Nous sommes une seule et même humanité, avec une responsabilité partagée' ».

### La cérémonie d'ouverture

Les discours de Ban Ki-moon et Recep Tayyip Erdogan ont ponctué une cérémonie riche en intervenants, qui s'est ouverte sur une performance de la chanteuse franco-malienne, Inna Modja, suivie par la projection d'un court-métrage faisant l'état des lieux du monde actuel et appelant à investir davantage dans la réponse humanitaire.

Par la suite, trois représentants de communautés affectées se sont succédés sur le podium, chacun accompagné d'une célébrité du monde

du cinéma. Le premier d'entre eux, Victor Ochen, un ancien enfant soldat de l'Ouganda, a raconté son expérience et partagé une anecdote poignante sur comment il en est venu à gérer un programme de paix et de réconciliation avec un ancien membre de l'Armée de résistance du Seigneur, qui avait participé à l'enlèvement de son frère cadet.

« Dans les cendres de la guerre, Victor a planté une graine d'espoir », a ensuite déclaré l'acteur et Envoyé spécial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Forest Whitaker Forest, qui accompagnait M. Ochen.

Ils ont ensuite été remplacés sur scène par Victoria Arnaiz-Lanting, une jeune femme des Philippines ayant survécu au Tsunami de 2013, accompagnée de l'actrice et Ambassadrice de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Ashely Judd. Sont ensuite montés sur scène Adeeb Ateeq, un Syrien ayant survécu à une explosion de mine antipersonnel, accompagné de l'acteur et Avocat des Nations Unies pour l'élimination des mines terrestres antipersonnel, Daniel Craig.



# Oté

## Inivèrsité La Rényon : lo syndrome gouyav de Frans la frap ankor in kou !

*Ni dira zamé asé ké Sudel Fuma té in gran bonom, in gran rényoné, inn an parmi nout méyèr l'istorien. Mi sava pa di tout sak li la fé pou fé konète nout pasé - donk nout prézan an mèm tan épi nout domin... Mé oïla na in bon koup de tan Sudel lé mor é l'inivèrsité la desid mète in n'ot moun pou okip lo mèm post ké li.*

*Bien sir nana bann bon kandida pou sèy ranplas Sudel isi la Rényon. Bien antandi nana osi d'moun étranj k'i san z'ot kor pou ranplas ali. Kisa lé pli kapab ? Mi koné pa. Kisa sé lo pli konpétan ? Mi koné pa non pli. Mé moin la fine dir, é pa moin tousèl, kan nana kandida valab i si shé nou, sé isi k'i fo shoizir. Konm di lo kont, nou la pa z'anfan batar é ni pé travaye bien konm k'i fo pou nout péi nou osi pourvi ké ni done san-pour-san pou nout péi.*

*La prèv ké nana in sistèm ké lé pa bon sé nout klasman an parmi bann z'inivèrsité fransèz. In foi an plis la mète anou avan-avan dèrnyé. Na zis dé lé déyèr nou dsi 77. Zot i pans pa ké lo rékritman l'inivèrsité sré pou kékshoz la-dan ? Alors, pou kosa alé rod déor sak i égzis isi. Pou kosa alé rod in moun i sort Nantes pou ranplas in gran rényoné... Konm i di : lo syndrome gouyav de frans la frap ankor in kou.*

**Justin**

« Avèk la boush kosa k'i fé pa ! » - In kozman po la rout

Mi pans zot i oi déza kosa kozman-la i vé dir. Mi pans zot i koné provèrb-la, sak i di, « rant dir é fèr nana dé ! » sansa l'ot ankor k' i di konmsa : « kozé lé bon, mé fèr lé myé ! ». Sa i vé pa dir la mèm shoz pou vréman, mé sanm pou moin zot lé bien famiy, zot lé aproshan... Konbien foi kan moin l'éte pti sansa kan moin l'éte jenn moin la antann inn-dé dalon té i di zot i pé fé sosi, zot i pé fé sola. Mé konm i di sé dovan lo pyé d'mir k'i oi lo mason é té pa rar kan i ariv dovan lo mir in pé i dégonf é zot i gingu la ont. Sirtou kan té i mète o défi... Mi pans astèr zot i koné bien lo sans nout provèrb é siou-plé tourn sèt foi la lang dan la boush avan promète tyé sèt, blès katorz pars tansyon-pangar ! Alé, ni artrouv pli d'van !